

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 31 JANVIER 1928

Rapport de la Commission de l'Intérieur, chargée de l'examen du Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène pour l'exercice 1928.

(Voir les n°s 5-VI et 41 du Sénat.)

Présents : MM. le vicomte BERRYER, président ; Armand HUYSMANS, LEKEU, LIGY, MAHIEU, NOLF, M^{me} SPAAK, MM. le vicomte Adrien VILAIN XIII, VINCK et RYCKMANS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Les augmentations de dépenses qui figurent au budget n'ont donné lieu, au sein de la Commission, à aucune critique spéciale. Elles résultent en effet, normalement, de l'application de principes déjà consacrés antérieurement, et de l'augmentation des frais afférents à des dépenses dont le montant dépend du coût de l'acquisition faite ou de la prestation fournie.

Dans ce dernier ordre d'idées, il y a lieu d'attirer l'attention du chef du Département, comme de tous ses collègues, sur le coût de plus en plus élevé des missions à l'étranger.

Les congrès et les conférences se multiplient et l'on constate que c'est le plus souvent à l'étranger, dans les pays à change élevé, qu'ils se réunissent.

Il serait avantageux pour les finances du pays de faire remarquer à ce propos que lorsque les traditions ou les traités n'imposent pas le choix de Genève, de La Haye ou d'une autre ville, il serait de l'intérêt de tous de choisir de temps en temps la Belgique pour ces réunions, dont nul ne conteste l'utilité, mais dont la fréquence devient fort onéreuse.

* *

Les dépenses relatives à l'hygiène ont donné lieu, de la part d'un membre, à des observations diverses dont la Commission a pris acte. En les reproduisant dans cet exposé, ce n'est donc pas l'avis de la Commission que relate votre rapporteur, mais l'opinion personnelle de l'honorable membre qui l'a exprimée.

Un membre demande que, sur le crédit de l'article 33, littera a, soit imputée la publication des instructions relatives aux mesures préventives pour la fermeture des écoles. Ces instructions devraient être revisées et adaptées aux données de la science moderne.

A l'article 42, qui alloue 150,000 francs pour les transports automobiles des services provinciaux, il estime qu'il serait préférable d'allouer un subside aux titulaires de ces véhicules, par exemple 2 francs par kilomètre.

A l'article 43, il demande une réduction des subsides aux petits dispensaires qui rendent peu de services et sont des doublures des services de l'Assistance publique.

Le même membre est d'avis que le chapitre XI du budget relatif à l'hygiène sociale de l'enfance, est susceptible d'importantes économies.

La Commission n'a pas été saisie

d'une proposition de réduction des crédits, mais notre honorable collègue a déclaré qu'il exposerait en séance publique son opinion sur la nature des économies à réaliser.

* *

Un autre membre, à titre également personnel, a formulé les desiderata suivants :

Autonomie financière des communes.

Que le Sénat prie le Gouvernement de hâter les travaux de la Commission fiscale et rappelle qu'il avait été promis que, pour 1928, les provinces et les communes auraient joui à nouveau de l'autonomie que leur garantissent la Constitution et les lois organiques.

Dettes de Guerre.

Que le Sénat insiste pour que les dettes de guerre de différentes catégories contractées par les communes fassent l'objet de consolidations systématiques, permettant aux communes, à partir de 1929 ou 1930, de pouvoir dresser des budgets normaux. Qu'en tous cas, on sorte de la période d'incertitude actuelle.

Que notamment les dommages de guerre à régler par les tribunaux spéciaux au profit des communes fassent l'objet d'une prompte solution.

Statistique du logement.

Que le Sénat insiste pour que les statistiques annuelles soient reprises, mais d'après une méthode plus scientifique et qu'en tous cas le Gouvernement prépare, en vue de la statistique décen-

nale de 1930, tous les éléments de méthode et l'éducation du personnel recenseur, afin que tous ceux qui s'y intéressent et les pouvoirs qui doivent résoudre la question du logement connaissent la situation exacte.

Offices du logement.

Que le Sénat prie le Ministre de l'Intérieur de conseiller aux communes de créer chez elles des offices du logement, chargés de recevoir les offres et les demandes, les offres d'échanges, chargés aussi de se tenir au courant de la situation du logement en général et d'aider à la lutte contre les taudis.

Concessionnaires de l'éclairage électrique.

Que M. le Ministre de l'Intérieur retire la circulaire qui vient d'être envoyée aux communes, invitant celles-ci à réviser les prix en faveur des concessionnaires d'électricité.

Comptabilité des régies

Que M. le Ministre de l'Intérieur conseille ou même impose aux communes de tenir, pour leurs régies, une comptabilité industrielle et autonome, c'est-à-dire indépendante du budget normal auquel elles ne doivent se rattacher qu'en tant que créancières et débitrices.

* *

A la suite d'une demande d'un membre de la Commission, l'Administration de l'Hygiène a remis le tableau suivant, établissant la répartition des subsides pour travaux d'hygiène pour l'année 1927 par province et par catégorie de travaux :

Administration de l'Hygiène.

Subsides alloués pour travaux d'hygiène.

BUDGET ORDINAIRE

ANNÉE 1927

PROVINCES.	Distributions d'eau et puits publics.	Égouts.	Cimetières.	Stations et postes de désinfection.	Lazarets et pavillons pour contagieux.	Lavoirs et abreuvoirs.	Divers.	TOTAUX.	Observations.
Anvers	22,343	168,108	8,554	—	—	—	—	198,975	
Brabant	139,973	1,564,184	29,013	—	—	—	—	1,733,170	
Flandre Occidentale .	60,406	253,717	—	7,374	—	—	—	321,497	
Flandre Orientale .	106,040	43,192	24,127	—	—	—	—	143,359	
Hainaut	697,953	610,274	46,332	—	—	—	—	1,354,559	
Liége	451,257	40,373	35,425	—	—	—	—	527,055	
Limbourg	13,442	50,000	77,642	—	—	—	—	140,754	
Luxembourg	282,238	6,353	111,993	—	—	—	—	401,584	
Namur	122,427	43,987	42,633	—	—	—	—	179,047	
	1,895,719	2,720,188	376,719	7,374	—	—	—	5,000,000	

* *

La Commission a tenu à recommander à l'honorable Ministre la question aussi grave qu'actuelle de la lutte contre les taudis. Elle relève, en effet au premier chef de l'hygiène publique.

La Ligue nationale contre les taudis, récemment créée en Belgique, a entrepris, parallèlement avec la Ligue des familles nombreuses, une campagne dont le succès a été complet. Grâce à ses assemblées, tenues dans tous les grands centres du pays, tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la race, à la paix sociale, comme ceux qui comprennent les devoirs de la charité, sont convaincus aujourd'hui de l'étendue du fléau et de la nécessité d'y porter remède.

Des chefs autorisés du parti socialiste et des prêtres clairvoyants se sont rencontrés pour faire ressortir que les adeptes de l'anarchie et de la révolte sociale se recrutent dans ces familles croupissant dans un réduit obscur, infect, à l'aspect désespérant.

Remplacez ces taudis par des maison-

nettes aérées, riantes, entourées de verdure et de fleurs, et vous y verrez les enfants retrouver les couleurs perdues et la gaieté insouciante de leur âge. Leur moralité, au seuil de la jeunesse, ne sera plus en péril dans une promiscuité qui provoque tous les jours les atteintes aux moeurs les plus attristantes. Et dans le cœur du père, révolté contre une société qui le traite en paria, naîtra l'apaisement et s'étoufferont la rancune et la haine.

Il ne faut pas chercher plus loin, d'ailleurs, une des grandes causes de la diminution de la natalité dans la plupart des pays de l'Europe.

Ce problème n'intéresse pas encore l'opinion publique. Pour le passant inaverti qui circule au péril de sa vie dans le tumulte de nos grandes villes, il semble paradoxal d'affirmer que cette population grouillante est menacée dans son développement.

Il ne se représente pas clairement, en effet, que ce mouvement intensifié est

dû à des causes multiples qui n'ont aucun rapport avec le nombre d'habitants de nos villes. Mais l'économiste qui se penche sur nos misères sociales et qui se préoccupe de l'avenir, constate le mal et le dénonce. La France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie elles-mêmes en souffrent. Les statistiques les plus récentes prouvent que la diminution de la mortalité enfantine compense à peine, à l'heure actuelle, celle des naissances. Le jour où le dernier mot sera dit sur ce terrain, le problème se posera dans toute sa gravité.

Ainsi apparaissent nettement les rapports intimes entre ces deux grandes œuvres : la Ligue des familles nombreuses et la Ligue contre les taudis.

Il est permis d'espérer qu'échappé du séjour de malpropreté, de tristesse et de promiscuité, où il croupissait avec les siens, l'ouvrier installé dans une maisonnette convenable ne reculera plus devant des charges familiales qui lui paraissaient auparavant lourdes et misérables. Les statistiques sont inutiles pour établir que dans nos cités-jardins, qui s'élèvent de toutes parts dans nos banlieues, l'enfant n'est plus un intrus de malheur. Et ceux qui, entraînés par des convictions respectables, hésitent à se rallier aux thèses des partisans des familles nombreuses, à raison même des maux que combat la Ligue contre les taudis, verront s'évanouir une de leurs préventions essentielles.

La Commission espère que le Sénat sera unanime dans l'affirmation d'une adhésion sympathique au principe.

Ce n'est pas seulement l'expression d'une sympathie platonique que la Commission demande à l'honorable Ministre.

Il lui appartient, à notre avis, d'intervenir désormais efficacement en dictant

aux communes leurs devoirs en matière d'habitations insalubres. Trop souvent les administrations hésitent à prendre des mesures, imposées pourtant par les lois de l'hygiène. Elles reculent devant les critiques, l'impopularité ou les frais d'expropriation dans des cas déterminés. L'intervention des Gouverneurs, des commissaires d'arrondissement, des inspecteurs du Gouvernement peut rendre à cet égard les plus grands services. Dès qu'il est démontré qu'une habitation ne réunit plus les conditions de salubrité essentielles, il appartient au Département de l'Hygiène d'intervenir pour que le taudis signalé soit démolí au plus tôt.

Il n'y a pas lieu de craindre que les malheureux habitants de ces taudis ne trouvent pas d'abri pendant la démolition ou la reconstruction de leur demeure. Il n'est pas bien compliqué de s'entendre avec la Société nationale des habitations à bon marché pour qu'elle impose à ses sections locales de s'intéresser spécialement aux familles obligées de quitter des habitations condamnées.

Le président de la Société nationale suit avec une sollicitude avertie la croisade de la Ligue contre les taudis. L'intervention de toutes ces autorités officielles se joignant à l'initiative des œuvres non officielles, on peut être assuré que cette lutte énergique n'aura pas d'effets nuisibles.

Le budget a été adopté à l'unanimité moins trois abstentions.

Le Président,
PAUL BERRYER.

Le Rapporteur,
ALPH. RYCKMANS.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 31 JANUARI 1928

Verslag uit naam van de Commissie van Binnenlandsche Zaken, belast met het onderzoek van de Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid voor het dienstjaar 1928.

(Zie de nrs. 5-VI en 41 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren Burggraaf BERRYER, voorzitter; Armand HUYSMANS, LEKEU, LIGY, MAHIEU, NOLF, Mevr. SPAAK, de heeren Burggraaf Adrien VILAIN XIII, VINCK en RYCKMANS, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De verhoogingen der uitgaven die op de begrooting voorkomen lokten in de Commissie geen bijzondere critiek uit. Zij zijn inderdaad het gevolg van een normale toepassing van beginselen die reeds vroeger werden gehuldigd, en van de verhoging der kosten in verband met uitgaven waarvan het bedrag afhankelijk is van den prijs van den aankoop of van de geleverde verstrekking.

In dezen gedachtengang moet het hoofd van het Departement, zoals al zijne collegas, worden gewezen op de meer en meer hoge kosten der zendingen naar het buitenland.

De congressen en conferenties nemen meer en meer toe en men stelt vast dat zij meestal gehouden worden in het buitenland en dan nog wel in landen met hoge valuta.

Het ware voordeelig voor de financiën van het land te doen opmerken dat, wanneer de traditie of de verdragen de keuze niet opleggen van Genève of Den Haag, of eene andere stad, het in ieders belang zou liggen van tijd tot tijd België te kiezen voor dergelijke vergaderingen, waarvan niemand het nut betwist, doch die toch al te duur komen te staan.

* * *

De uitgaven met betrekking tot de volksgezondheid hebben, vanwege een lid, verschillende aanmerkingen uitgelokt, waarvan de Commissie akte heeft genomen. Zoo hij die in dit verslag weergeeft, dan drukt de verslaggever niet de meening uit van de Commissie doch wel de persoonlijke meening van een geacht lid.

Een lid heeft gevraagd dat op het crediet bij artikel 33, littera a, zou worden uitgetrokken de bekendmaking der onderrichtingen met betrekking tot de voorbehoedmaatregelen voor de sluiting der scholen. Deze onderrichtingen zouden moeten worden herzien en aangepast aan de gegevens der moderne wetenschap.

Bij artikel 42, dat 150,000 frank toekent voor het autovervoer der provinciale diensten, is dit lid van meening dat het beter ware een toelage toe te kennen aan de bezitters derzer voertuigen, bij voorbeeld 2 frank per kilometer.

Bij artikel 43 vraagt hij een vermindering der toelagen aan de kleine verbandplaatsen die weinig diensten bewijzen en dubbelgangers zijn van de diensten van den Openbare Onderstand.

Hetzelfde lid is van meening dat hoofdstuk XI van de begrooting met

betrekking tot de sociale kindergezondheid, voor bezuiniging vatbaar is.

Bij de Commissie werd geen voorstel tot credietvermindering ingediend; doch onze geachte collega heeft verklaard dat hij in openbare vergadering zijn meening zou doen kennen over den aard der mogelijke bezuinigingen.

* *

Een ander lid heeft, eveneens uit eigen naam, de volgende wenschen uitgedrukt :

**Financiële zelfstandigheid
der gemeenten.**

Dat de Senaat de Regeering zou verzoeken de werkzaamheden der fiscale Commissie te bespoedigen en ze er aan herinnere dat er werd beloofd dat voor 1928 de provinciën en de gemeenten opnieuw de zelfstandigheid zouden genieten, welke haar bij de Grondwet en bij de organieke wetten wordt gewaarborgd.

Oorlogsschulden.

Dat de Senaat zou aandringen opdat de oorlogsschulden van allerlei aard, door de gemeenten aangegaan, stelselmatig zouden worden geconsolideerd, opdat de gemeenten vanaf 1929 of 1930 normale begrotingen zouden kunnen opmaken, en opdat er in elk geval een einde worde gesteld aan het huidig tijdperk van onzekerheid.

Dat inzonderheid de oorlogsschade, te regelen door de bijzondere rechtbanken ten bate der gemeenten, onverwijld haar beslag zou krijgen.

Statistiek der woningen.

Dat de Senaat aandringt opdat de jaarlijksche statistieken opnieuw zouden worden opgemaakt, doch volgens eene meer wetenschappelijke methode, en dat in elk geval de Regeering, met het oog op de tienjaarlijksche telling van

1930, al de methodische gegevens en de opleiding van het personeel, dat met de optelling zal worden belast, voorbereide opdat zij die in de zaak belang stellen en de overheid, die het woningvraagstuk moet oplossen, met den juisten toestand zouden worden bekendgemaakt.

Woningambten.

Dat de Senaat den Minister van Binnenlandsche Zaken verzoekte de gemeenten aan te zetten woningambten op te richten, belast met het inzamelen van vraag en aanbod en van de ruilverzoeken, en die zich eveneens zouden op de hoogte houden van den woningtoestand in het algemeen en zouden medehelpen in den strijd tegen de woonkrotten.

**Concessiehouders
van elektrische verlichting**

Dat de Minister van Binnenlandsche Zaken den omzendbrief intrekke, die onlangs aan de gemeenten werd gestuurd om ze aan te zetten hare prijzen te herzien ten voordeele der concessiehouders van electriciteit.

Boekhouding der gemeentebedrijven.

Dat de Minister van Binnenlandsche Zaken aan de gemeenten aanrade of oplegge voor hare bedrijven eene industriele en zelfstandige boekhouding te voeren, namelijk eene boekhouding die onafhankelijk is van de normale begroting, waarop deze bedrijven slechts moeten voor komen als debet- en creditpost.

* *

Op verzoek van een lid der Commissie, heeft het beheer van Volksgezondheid onderstaande tabel medegedeeld, waarbij de verdeeling wordt opgegeven der toelagen voor hygiënische werken voor het jaar 1927 per provincie en per reeks werken :

Dienst der Hygiëne.

Toelagen toegekend voor gezondheidswerken.**GEWONE BEGROOTING****JAAR 1927**

PROVINCIËN	Waterleidingen en openbare putten.	Riolen.	Kerkhoven.	Ontsmettings- stations en posten. lazaretten en paviljoenen voor besmetten.	Wasch- en druipplaatsen.	Verscheiden.	TOTALEN.	Opmerkingen.
Antwerpen	22,313	168,108	8,554	—	—	—	198,975	
Brabant	139,973	1,564,184	29,013	—	—	—	1,733,470	
West-Vlaanderen . . .	60,406	253,717	—	7,374	—	—	321,497	
Oost-Vlaanderen . . .	106,040	43,192	24,127	—	—	—	143,359	
Henegouw	697,953	610,274	46,332	—	—	—	1,354,559	
Luik	451,257	40,373	35,425	—	—	—	527,055	
Limburg	13,112	50,000	77,642	—	—	—	140,754	
Luxemburg	282,238	6,353	111,993	—	—	—	401,584	
Namen	122,427	13,987	42,633	—	—	—	179,047	
	1,895,719	2,720,188	376,719	7,374	—	—	—	5,000,000

* *

De Commissie heeft er aan gehouden aan den geachten Minister het zoo ernstige als actueele vraagstuk van den strijd tegen de krotten aan te bevelen. Het hangt inderdaad in hoofdzaak af van de openbare hygiëne.

De Nationale Bond voor bestrijding der krotten onlangs in België gesticht, heeft tegelijkertijd als de Bond der Grote Gezinnen een veldtocht ingezet die allen bijval heeft genoten. Dank zij vergaderingen in al de groote centra van het land gehouden, zijn al degenen die belang stellen in de toekomst van het volk, in den socialen vrede, zooals degenen die den liefdadigheidsplaatje begrijpen, overtuigd van de uitgebreidheid der kwaal en van de noodwendigheid ze te verhelpen.

Bevoegde leiders van de socialistische partij en helderziende priesters zijn er toe gekomen te doen uitschijnen dat de aanhangers van de anarchie en van den socialen opstand aangeworven worden in die gezinnen, welke vervuilen in donkere, weerzinwekkende krotten.

Vervangt die koten door verluchte lachende huisjes, omringd met groen en bloemen, en gij zult de kinderen hun verloren kleur zien herkrijgen alsook de kommerloze vroolijkheid van hun leeftijd. In hun prille jeugd zal hun zedelijheid niet meer gevaar loopen door het samenhoucken dat elken dag de meest droevige aanslagen op de zeden uitlokt. In het hart van den vader, in opstand tegen een samenleving die hem als verschoppeling behandelt, zal bedaring ontkiemen en zullen wrok en haat verdwijnen.

Een der groote oorzaken van de vermindering der geboorten in de meeste landen van Europa is trouwens niet elders te zoeken.

Dit vraagstuk geniet nog niet de belangstelling van de openbare meening. Voor den oningewijde die op gevaar van zijn leven door het gewoel van onze grote steden heenloopt, komt het paradoxaal voor te beweren dat deze wriemelende bevolking in haar ontwikkeling is bedreigd.

Hij stelt zich immers niet duidelijk

voor dat dit druk verkeer te wijten is aan uiteenloopende oorzaken, die niets te stellen hebben met het aantal inwoners onzer steden. Doch de economist, die zich om onze maatschappelijke ellende bekreunt en bezorgd is voor de toekomst, stelt de kwaal vast en brengt ze aan 't licht. Frankrijk, Engeland, Duitschland en Italië zijn er eveneens door aangetast. De jongste statistieken bewijzen dat het afnemen der kindersterfte thans nauwelijks de daling van het geboortecijfer vergoedt. Wanneer het laatste woord zal gezegd zijn, dan zal het vraagstuk in zijn volle gewichtigheid worden gesteld.

Aldus blijkt duidelijk het innig verband tusschen deze twee groote werken : de Bond der kroostrijke gezinnen en de vereeniging tot bestrijding der woonkrotten.

Men mag hopen dat de arbeider, bevrijd uit een onzindelijk, droevig en verdierlijkend midden, waarin hij met zijn gezin huisde, eens dat hij zal ondergebracht zijn in een behoorlijk huisje, niet meer de gezinslasten zal ontzien die hem vroeger zwaar en ondraaglijk schenen. De statistieken zijn overbodig om te bewijzen dat in onze tuinwijken, die overal rond onze groote steden oprijzen, het kind geen onwelkomme gast meer 'is. En zij die, door eerbiedwaardige overtuigingen meegesleept, aarzelen zich aan te sluiten bij de thesis van de voorstanders der kroostrijke gezinnen, ten aanzien van de kwalen waartegen de Bond tot bestrijding der woonkrotten te keer gaat, zullen eene hunner hoofdzakelijke vooringenomenheden zien verdwijnen.

De Commissie hoopt dat de Senaat eenparig zijn welwillende instemming met dit beginsel zal betuigen.

De Commissie vergenoegt zich evenwel niet met eene platonische instemming vanwege den Minister. Ons erachters dient hij voortaan doeltreffend in

te grijpen met de gemeenten te wijzen op hare plichten inzake ongezonde woningen. Al te vaak aarzelen de besturen maatregelen te treffen, die nochtans door de wetten der hygiëne zijn geboden. Zij wijken terug voor de critiek, denken vooral aan hare populariteit, en zijn beducht voor de onteigeningskosten in bepaalde gevallen. De tusschenkomst der Gouverneurs, der arrondissementscommissari sen, der opzieners van de Regeering kan in dit opzicht de grootste diensten bewijzen. Zoodra het bewezen is dat eene woning niet meer de hoofdzakelijke gezondheidsvoorraarden vervult, dient het Departement van Volksgezondheid op te treden opdat deze woonkrot ten spoedigste worde gesloopt.

Er valt niet te vreezen dat de ongelukkige bewoners dezer krotten tijdens de afbraak of den wederopbouw hunner woning geen onderkomen vinden. Het is zeer gemakkelijk overleg te plegen met de Nationale Maatschappij voor Goedkoope woningen opdat zij hare plaatselijke afdeelingen zou verplichten bijzonder belang te stellen in de gezinnen, die verplicht zijn onbewoonbaar verklaarde woningen te verlaten.

De voorzitter der Nationale Maatschappij volgt met zorg de werkzaamheden van den Bond tot bestrijding der woonkrotten. Door de tusschenkomst van al deze officiële besturen, die het initiatief der niet-officiele inrichtingen steunen, mag men er van verzekerd zijn dat deze krachtdadige strijd geen nadeelige uitwerkseLEN zal hebben.

De begroting werd eenparig goedgekeurd, terwijl drie leden zich ontielden.

De Voorzitter,
PAUL BERRYER.

De Verslaggever,
ALPH. RYCKMANS.